

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication relative à l'administration ou à la rédaction du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, maison Dnau, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée au bureau de l'administration, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, maison Dnau, n° 15.
Les lettres non adressées au bureau de la rédaction ne sont pas lues.
Nouvelles de l'intérieur sont prises d'après les journaux de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAIS ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RUBRIQUES 25
FAITS DIVERS 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, rue de la Police, n° 15, à l'ancien Gloukhov personnel, maison Dnau, n° 15, à Moscou, chez GATTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAMMEL, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMAN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENTSEN, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausse d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rm. Moers, Grosse Friedrichstr., n° 66; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	En ville	Tramways	Six mois	Un an
Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	2 r.	5 r.	50 12	25 22
INTERIEUR	2 50	6 75	12 25	22
Etats de l'Union postale Allemande	2 50	7 12	22	22
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 75	8 13	24	24
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 8	8 50	14	27
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 25	9 25	16	30
Etats-Unis d'Amerique	3 75	10 50	19	36

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de la Police et à l'administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, maison Dnau, n° 15.
Abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres au Bureau de l'Administration du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky personnel, n° 15 et 16, à Moscou, chez GATTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'administration du Journal, Maximilianovsky personnel, n° 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 16 janvier.

Culte orthodoxe. Sur un rapport du saint-synode du 8 janvier, S. M. l'Empereur a daigné nommer l'archimandrite Basile, inspecteur de l'école ecclésiastique de Riazan, à la dignité d'évêque de Mikhailov, vicaire du diocèse de Riazan.

(Messager officiel)

Le 16 décembre, sanctionnant une décision

Bilan de la Banque de l'Etat au 15 janvier 1873.

ACTIF.	PASSIF.
I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.	
1 ^{re} Encaisse métallique: Or 186,591,666 09 Argent 9,302,070 74 Obligations du Trésor 197,783,056 77 Billets du 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 % 1,893,712 94 2 ^e Décovert du trésor pour les billets de crédit. 566,086,395 23 763,869,451	1 ^{re} Billets de crédit en circulation. 763,869,451
II. Compte des opérations commerciales.	
1 ^{re} Caisse: Or et argent en espèces et en lingots. 1,356,442 47 Billets de crédit, à 4 %, etc., etc. 14,661,478 50 2 ^e Effets escomptés. 11,644,063 83 3 ^e Avances sur marchandises. 40,014 4 ^e Fonds publics. 4,625,315 74 5 ^e Actions et obligations. 1,122,612 6 ^e Effets en souffrance. 366 95 7 ^e Obligations en souffrance. 28,745 8 ^e Valeurs publiques appartenant à la Banque. 5,686,016 62 9 ^e Dépôts en garde (or et argent) (b). 1,655,399 76 10 ^e Capital des succursales. 31,568 39 11 ^e Dépenses d'administration de la Banque, succurs. et autr. 192,511 30 12 ^e Divers. 12,377,896 43 13 ^e Dépenses courantes pour compte du Trésor. 5,247,414 75 14 ^e Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages. 2,435,413 38 15 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages. 126,377,896 43 16 ^e Sommes déposées par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation (a). 185,010,101 67	1 ^{re} Capital de fondation. 20,000,000 2 ^e Capital de réserve. 3,000,000 3 ^e Comptes courants à intérêts. 44,137,934 21 4 ^e Compte courant du Trésor et des autres administrations. 2,730,145 57 5 ^e Dépôts à intérêts de la Banque de l'Etat: a) à 3 %. 25,157,736 b) à 4 %. 3,902,689 60 c) à 4 1/2 %. 6,573,834 63 6 ^e Intérêts dus aux déposants de la Banque de l'Etat. 7,254,404 02 7 ^e Comptes courants spéciaux. 5,315,008 88 8 ^e Billets à ordre. 20,742,791 53 9 ^e Sommes diverses portées sur le compte transitoire. 5,451,515 07 10 ^e Compte courant avec les succursales. 27,577,439 79 11 ^e Intérêts perçus sur les opérations. 231,597 38 12 ^e Récompense de l'année 1872. 116,082 80 13 ^e Dépôts en garde (or et argent) (b). 1,655,399 76 14 ^e Profits et pertes sur les opérations de l'année. 6,381,257 26 15 ^e Emission de billets à crédit pour le compte des succursales. 1,582,195 12 16 ^e Sommes de la 3 ^e émission des billets de Banque à 5 % assignées pour l'amortissement. 2,560,000 185,010,101 67
III. Liquidation des anciens établissements de crédit.	
1 ^{re} Dette du trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit. 3,155,979 88 2 ^e Capital de la dette hypothécaire des particuliers aux établissements de crédit (payable en annuités de 15 à 37 ans) 110,234,575 66 3 ^e Dette du Trésor provenant de l'opération du rachat. 303,381,691 88 4 ^e Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothécaire. 7,915,106 04 5 ^e Dette spéciale du trésor provenant des avances faites sur l'opération du rachat. 3,651,050 428,341,403 46	1 ^{re} Intérêts dus aux déposants des anciens établis. de crédit. 4,993,727 14 2 ^e Dépôts à intérêts reportés des anciens établis. de crédit. 19,157,886 90 3 ^e Billets de la Banque de l'Etat à 5 %. 231,165,100 4 ^e Sommes assignées pour le paiement des billets de Banque à 5 % et des coupons, 1 ^{er} et 2 ^e émissions. 5,055,600 77 5 ^e Sommes reçues pour compte des anciens établis. de crédit. 2,040,023 92 6 ^e Intérêts perçus pour le compte du Trésor. 6,446,405 47 7 ^e Compte de la Banque de l'Etat avec les anciens établissements de crédit en liquidation (a). 126,377,896 43 8 ^e Profits et pertes de la liquidation des anciens établissements de crédit. 19,301,601 89 9 ^e Compte avec les directions de l'assistance publique et autres établissements de crédit. 1,839,636 49 10 ^e Annuités de l'opération du rachat. 11,960,724 45 428,341,403 46

(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 308,454,996 r. 57 c.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience dimanche, 14 janvier, MM. le lieutenant-général Ganetsky, commandant de la 3^{me} division de grenadiers, le lieutenant-général Lischine, à la suite des troupes de réserve, le lieutenant-général Egger, commandant de la 8^{me} division d'infanterie de ligne, le conseiller d'Etat actuel Jédrinsky, gouverneur de Koursk, le conseiller d'Etat chambellan prince Mostchersky, gouverneur de Podolie, le conseiller d'Etat actuel Golikine-Vrasky, gouverneur de Saratov, le conseiller d'Etat actuel Schidlovsky, maréchal de noblesse de Voronège, le secrétaire de gouvernement Vasskov, maréchal de noblesse de Kostroma, le lieutenant en retraite de la garde, baron Maydel, maréchal de noblesse d'Esthonia, et le conseiller d'Etat actuel Freitag-Lorin-hoven, maréchal de noblesse de l'ile d'Ussel.

(Messager officiel)

— Le Messager Officiel publie l'extrait suivant d'un rapport du commandant de l'escadre de circumnavigation, M. l'aide de camp gé-

ral Possiet, daté de Yokohama, 1^{er} (13) novembre 1872:
« Ayant quitté Nagasaki le 24 octobre (5 novembre) de conserve avec la corvette *Vénus*, battant pavillon du contre-amiral Fodorov, et de la corvette japonaise *Ni-sin-kan*, battant pavillon du comte Datté (ci-devant prince d'Ouvadzima), nous nous dirigeâmes, par le détroit de Simonsaki et la mer intérieure, vers Kôbe, où nous arrivâmes le 27 octobre (8 novembre) à une heure de la nuit.
« A Kôbe et à Osaka Son Altesse Impériale fut reçue avec tous les égards et tous les honneurs possibles. Dans cette dernière ville on avait préparé pour M^{re} le grand-duc et les personnes qui l'accompagnaient Son Altesse Impériale de splendides logements dans le temple que le mikado occupe lui-même quand il vient à Osaka. Nous quittâmes Kôbe (Fiogo) le matin du 30 octobre (11 novembre) et nous arrivâmes à Yokohama le 1^{er} (13) novembre à 9 heures du matin.
« Pendant toute la traversée de Nagasaki à Yokohama nous fûmes escortés par la corvette

japonaise, qui obéissait à tous mes commandements d'après des signaux convenus d'avance, et je dois constater qu'elle le faisait d'une manière tout à fait satisfaisante et en montrant, pour ce qui concerne le navire, les qualités d'un excellent commandement.

« A l'entrée du golfe de Yédo, l'escadre vint à sa rencontre une goélette à vapeur japonaise, et dans la rade de Yokohama nous trouvâmes la corvette cuirassée japonaise *Dioschomaro*, battant pavillon de contre-amiral, la corvette cuirassée française la *Belliqueuse*, battant pavillon de M. le contre-amiral Garnaui, la corvette anglaise *Barossa* et le transport américain *Idaho*, qui saluèrent tous le pavillon. La corvette amirale japonaise salua en outre de 21 coups de canon S. A. I. M^{re} le grand-duc Alexis Alexandrovitch.

— La Gazette (officielle) d'Esthonia annonce que le 5 janvier à midi a été célébré dans la cathédrale orthodoxe de Réval un service solennel d'actions de grâces pour le rétablissement de la santé de S. A. I. M^{re} le grand-duc césarévitch. La cérémonie a eu lieu

en présence de toutes les autorités civiles et militaires. Des prières étaient dites simultanément dans toutes les autres églises des cultes étrangers.

A Dünabourg, comme le constate l'*Invalide russe*, les prières d'actions de grâces ont eu lieu le 14 janvier, dans la cathédrale militaire.

— Sur l'ordre de S. M. l'Empereur les troupes canonnées à St-Petersbourg, ainsi que les officiers de tout grade de séjour dans la capitale, ont pris le deuil à l'occasion du décès de S. A. I. M^{re} la grande-duchesse Hélène Pavlovna. Ce deuil sera porté pendant trois mois, avec les subdivisions réglementaires; grand deuil jusqu'au jour des funérailles; crêpe au bras et à la dragonne de l'épée pendant huit semaines, à partir du 9 janvier, et crêpe au bras seulement pendant les quatre semaines suivantes. (Invalide russe.)

— Le 13 janvier, à 7 heures du soir, il y a eu, à la Société russe d'entomologie, un service funèbre pour le repos de l'âme de S. A. I. M^{re} la grande-duchesse Hélène Pavlovna. Avant les prières, le président de la Société, M. Rodaschkovitch, a prononcé un discours dans lequel il a fait un court aperçu historique des progrès accomplis par la Société d'entomologie sous le patronage de l'auguste défunte, et les bienfaits dont Son Altesse Impériale avait comblé cette institution. Ce discours a été écouté avec recueillement par tous les assistants, qui se rendaient parfaitement compte de la perte immense que la Société a faite dans la personne de l'auguste défunte.

(Gazette russe de l'Académie.)

— C'est par erreur que plusieurs journaux de Paris ont annoncé l'arrivée dans cette capitale de M. le général Leffé, S. Exc. l'ambassadeur de France ne s'étant rendu qu'à Berlin, à la rencontre d'un membre de sa famille, et depuis plusieurs jours déjà il est de retour à St-Petersbourg.

— Nous trouvons dans la *Voie* le compte rendu suivant du bureau de consultation des avocats du barreau de St-Petersbourg pour l'année 1872 (troisième année de son existence). « Le bureau a délivré ses consultations verbales et écrites chaque jour, de 1 à 3 heures, dans une des salles du Palais de Justice. Le nombre des avocats consultants s'est élevé à 52. Le nombre des jours de consultation a été de 225. Il a été délivré 740 consultations (299 de plus que l'année précédente); dans ce nombre les consultations verbales ont atteint le chiffre de 685, et les consultations écrites celui de 55 (23 de plus qu'en 1872). Les honoraires pour les consultations écrites se sont élevés à 1,488 r. (577 r. de plus qu'en 1871). Quoique, d'après les règlements du bureau, les honoraires pour les consultations verbales ne soient point obligatoires, ils ont monté néanmoins à 250 r. 30 c. Le bureau a nommé pour 1873 comme directeurs M^{rs} Tourchaninov, Bélikov et Gerhardt.

— Un ordre du jour de M. le grand-maître de police prescrit aux commissaires de quartier de veiller à ce que dans les endroits où le vent a mis à nu le pavé des rues, en emportant la neige, le pavé soit recouvert de neige prise dans les cours des maisons voisines.

— Le Messager officiel signale deux accidents de chemin de fer arrivés le 11 janvier sur les lignes de Moscou-Koursk et de Giaz-Tsaritsine. L'accident survenu sur cette dernière ligne est une collision d'un train de marchandises avec un train de voyageurs, laquelle heureusement n'a pas eu d'autres suites fâcheuses.

— La séance générale annuelle de la Société impériale russe de géographie, remise à cause du décès de S. A. I. M^{re} la grande-duchesse Hélène Pavlovna, aura lieu demain mercredi, 17 janvier, à sept heures et demie du soir, au local de la Société, pont Tchernichev.

chez nous, cependant, est principalement dû à M^{re} Patti, qui l'enlève de haute lutte.

Ninetta est un des rôles les plus considérables de l'éminente artiste. Elle est presque toujours en scène, elle est l'axe des grands morceaux d'ensemble, et, dans ses solos, l'étoile de l'ouvrage. Les morceaux d'ensemble sont pour M^{re} Patti une occasion de déployer une autre face de son talent. Sa voix coupe les masses vocales et sépare les basses avec l'autorité d'une partie de violon, qu'on aurait doublée. Pas la moindre hésitation dans les entrées! Que M^{re} Patti soit au premier plan de la scène, on que l'action dramatique lui fasse tenir une place plus éloignée, sa voix se range à point dans la mêlée et semble toujours dire: « Je suis là! »

C'est dans les scènes de la prison que M^{re} Patti atteint à l'apogée de l'expression dramatique, action et chant. A la voix aïni dans sa robe de bure, elle qu'on aimerait voir habillée de rayons de soleil, on est soi-même affecté par cette douleur. On oublie tout, le peu de fond du sujet de la *Gazza*, le théâtre où l'on se trouve, la cantatrice qui porte le fardeau de ce libretto invraisemblable. On ne voit plus que la grande actrice faisant ses adieux à la vie, à ses affections, pour satisfaire la justice humaine égarée. Quel de plus touchant, de plus vrai, que la cantilène par la *mia memoria*, que *Ninetta* adresse à son camarade *Pippo*, dont le rôle est tenu par M^{re} Scallchi, quoique cette partie importante soit écrite pour un ténor?

La musique de la marche du supplice (si mineur) pourrait être plus considérable. L'action symphonique de Rossini à l'époque de la *Gazza* n'était pas encore celle du comte Ory et de *Guillaume Tell*, ses derniers ouvrages. La prière de *Ninetta* est comme le trio de la marche, il est vrai. Ce motif admirable (ut majeur: *Deh! Tu reggi in tal momento!*) est magistralement dit par M^{re} Patti.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg

le 13 et le 14 janvier 1873:

Malades au 13 jan-	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
viens.	168	62	238
Cas nouveaux.	5	4	9
Guerisons.	5	2	7
Décès.	2	2	4
Il restait en traitement au 14 janvier.	166	66	232
Cas nouveaux.	6	6	12
Guerisons.	2	3	5
Décès.	2	3	5
Il restait en traitement au 15 janvier.	168	66	234
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 15 janvier 1873):	3120	1784	4904
Cas.	1951	1058	3009
Guerisons.	1027	634	1661

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

OPÉRA-ITALIEN. — Par suite de la fermeture des théâtres du 9 au 16 janvier, la direction se trouvant dans l'impossibilité de donner les 3 représentations supplémentaires, annoncées pour le 6^e abonnement de l'Opéra-italien; en conséquence la distribution des billets annoncée pour les 15, 16 et 17 janvier n'aura pas lieu.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Nous appelons tout particulièrement l'attention sur l'important discours que M. le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, a prononcé dans la séance de samedi dernier de la Chambre des Députés prussienne, et dont on trouvera un résumé détaillé sous la rubrique *Allemagne*. On verra combien le développement de la politique de l'empire tient à cœur au prince-chancelier et combien se trompaient ceux qui attribuaient à l'illustre homme d'Etat allemand l'intention de renoncer à son influence sur la marche des affaires prussiennes, non pas au point de vue particulariste prussien, mais sous le rapport du contingent de force que la politique prussienne, telle que M. de Bismarck l'entend, peut et doit donner à la politique de l'empire. Ce discours du chancelier allemand fait en outre clairement ressortir combien est différente la position du chef de l'administration de l'empire et celle du chef de l'administration prussienne: autant le premier a les coudees franches vis-à-vis des fonctionnaires ses subordonnés, — qu'ils soient ministres ou gouverneurs généraux, — autant le second a les mains liées par une foule de détails secondaires qui l'accablent d'un « travail stérile » et qui « usent ses forces ».

L'étendue de ce discours de M. le prince de Bismarck nous force de renvoyer à demain un second discours, que le chancelier de l'empire a prononcé dans cette même séance de la Chambre des Députés. On verra demain, dans nos colonnes, quelles sont les vues de cet homme d'Etat sur la constitution du ministère prussien, tel qu'il fonctionnera aujourd'hui et tel qu'il devra être dans l'avenir. On lira aussi avec intérêt un aperçu comparatif du régime constitutionnel en Prusse et du régime parlementaire en Angleterre.

La séance du 24 janvier de l'Assemblée Nationale de France a débuté par l'ajournement de divers projets de loi qui étaient à l'ordre du jour, et notamment du projet de loi sur l'instruction primaire. On est arrivé alors au projet de loi sur le régime des sucres. La commission, qui avait

pris la veille des résolutions importantes et qui avait un rapport supplémentaire à faire, a demandé l'ajournement. Mais les ministres des finances et du commerce ont insisté pour que l'Assemblée discutât le projet de loi le plus tôt possible. Malgré les efforts de MM. Kolb-Bernard, Dupont, Paris (Pas-de-Calais), Pouyer-Quertier et Villain, l'ajournement a été repoussé. La commission a demandé alors que la discussion fût fixée au 15 février. Le ministre du commerce a proposé la mise à l'ordre du jour pour le 3. C'est cette dernière date qui a été votée par l'Assemblée. Le débat avait été long et passionné, ce qui s'explique par la gravité des intérêts engagés.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion du projet de loi de M. Parent, relatif au dépôt sur le bureau de l'Assemblée de l'état des biens composant le domaine public: M. de La Rochefoucauld-Bisaccia, et M. Lambert Sainte-Croix, ont demandé le rejet de cette proposition, que M. Le Royer a appuyée, en rappelant qu'elle n'était que la demande de remise en vigueur d'une bonne pratique de comptabilité publique suivie par le gouvernement de Juillet et continuée jusqu'en 1852. La proposition a été repoussée au scrutin par 352 voix contre 280.

Quant à la commission des Trente, elle a voté le même jour l'article 2 du projet de la sous-commission, jusqu'à la disposition relative aux interpellations, et a rejeté les trois amendements de MM. Baze, Labassettière et Lacaze, ayant pour but la promulgation immédiate des résolutions qui pourraient être prises par l'Assemblée dans des cas extraordinaires.

M^{re} Manning, archevêque catholique de Westminster, ayant prononcé dernièrement, à un meeting d'une association catholique qui vient d'être fondée à Sheffield, un discours par lequel il a essayé de justifier l'ultramontanisme, et a déclaré qu'il n'est pas autre chose que le catholicisme reconnaissant le pape pour pasteur, et ayant ajouté qu'il ne saurait y avoir aucun conflit entre les devoirs religieux et politiques des catholiques, pourvu que l'Etat lui permette de rendre au pape ce qui lui est dû, — le *Times* trouve que cette justification n'est guère habile, et il insiste sur ce fait que c'est précisément la suprématie morale et politique d'un petit souverain italien sur le royaume britannique que la nation anglaise repousse avec la plus grande énergie à l'époque de la réforme, tandis que les dogmes du catholicisme en eux-mêmes ne lui inspirent aucune répulsion particulière. Il en est de même aujourd'hui, ajoute le *Times*, et c'est justement le pouvoir que M^{re} Manning attribue au pape et l'importance qu'il attache à la souveraineté temporelle et spirituelle du saint-père qui empêche le catholicisme de faire des progrès sérieux en Angleterre.

Nous avons déjà appris par le télégraphe que la commission du Parlement d'Italie a rejeté le chapitre 2 du projet de loi sur les corporations religieuses, qui a trait, ainsi qu'on pourra le voir plus loin, aux maisons générales. Cet article était depuis longtemps l'objet des critiques du parti démocratique italien et, tout récemment encore un meeting de libres-penseurs, à Milan, avait protesté contre cette clause

succès mérité de M^{re} Mallingier dans la *Valentine*, des « Huguenots ». L'action dramatique de l'artiste n'y laisse rien à désirer, et par trop rigoureuse serait celui qui trouverait à redire à son interprétation vocale de cette partie difficile, si multiple dans son expression musicale.

Le *Raoul* de Nicolini nous a vivement rappelé Mario dans son plus beau temps. Nicolini enlève le public dans le grand duo avec *Valentine*, un des plus dramatiques que l'on connaisse.

M^{re} Duval fait preuve d'une excellente école dans sa partie de la reine *Marguerite*, dont elle interprète le rôle dramatiquement et avec charme.

Il faudrait remonter bien haut dans ses souvenirs pour trouver une aussi magistrale et excellente représentation du chef-d'œuvre de Meyerbeer.

Dans « Robert-le-Diable », M^{re}

en particulier et contre l'esprit général de la loi, qui est certainement destinée à provoquer de très-vives discussions dans la presse italienne comme à la Chambre des Députés. Le projet de loi va passer prochainement à l'ordre du jour.

En Espagne la presse s'occupe beaucoup du projet attribué à tort ou à raison à l'amiral Topete de fonder en un seul parti les diverses fractions conservatrices, et les organes ministériels sont généralement unanimes à considérer ce projet comme une entreprise stérile. Pour ce qui est de l'entrevue du duc de la Torre avec le roi Amédée, on est porté à croire à Madrid qu'il ne s'agissait point d'une combinaison ministérielle dont le duc de la Torre serait le chef, et le *Diario Español* va même jusqu'à déclarer que le duc n'accepterait jamais le pouvoir des mains du roi.

Une dépêche de Berne, 25 janvier, porte que l'assemblée générale des Etats diocésains de l'évêché de Bâle a été différée d'un jour, de sorte que c'est seulement aujourd'hui, mardi, qu'elle a lieu. Contrairement aux nouvelles antérieures, ce télégramme annonce que les cantons de Lucerne et de Zoug seront aussi représentés à la conférence, mais pour protester contre une destitution éventuelle de l'évêque de Bâle.

Hier, 27, les députés libéraux à la conférence diocésaine ont tenu une assemblée préparatoire.

Une révolution vient d'éclater en Colombie contre l'administration du général Mosquera, président actuel de ce pays et chef du parti libéral. Le 22 de ce mois, la Colombie a été déclarée en état de siège. L'évêque de Pasto et le parti clérical se sont mis du côté des révolutionnaires par suite de leur mécontentement de ce que l'administration des écoles a été retirée des mains des prêtres.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE

Versailles, lundi 25 janvier, au soir.

La commission des Trente a pris en considération l'amendement Duchâtel-Broët concernant les cas d'interpellation. Elle a décidé qu'elle confèrera à ce sujet avec le gouvernement.

M. Ernoul a fait la proposition suivante : « La commission des Trente sera chargée de présenter ultérieurement un projet sur la formation d'une seconde Chambre ; elle sera également chargée de préparer la loi électorale de concert avec la commission électorale ».

La première partie de la proposition Ernoul a été adoptée ; la seconde partie sera discutée demain.

Autre dépêche, Londres, mardi 25 janvier.

D'après une dépêche que le *Times* reçoit de Paris, M. Thiers devait signer aujourd'hui le traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

On dit que le *Morning-Post*, une scission se serait déclarée dans le camp bonapartiste. Le prince Napoléon aurait déclaré qu'il n'adhérerait pas son attitude actuelle, mais qu'une entente entre lui et les amis politiques de l'impératrice Eugénie lui paraissait impossible.

BOURSE DE BERLIN DU 25 JANVIER.

Cours du change.

A 8 semaines sur St-Petersbourg, 90 5/8 th. pour 100 r.

A 3 mois sur St-Petersbourg, 89 5/8 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 82 3/4 th. pour 100 r.

Prix de la demi-impériale 5 th. 16 silb.

Emprunt russe de 1880 92 3/4.

Emprunt russe de 1880 92 3/4.

Obligations consolidées de 1870 91 3/4.

Emprunt russe 3 0/0 65 5/8.

1^{er} emprunt à lots et primes 127 7/8.

2^e emprunt à lots et primes 129 3/8.

5^e emprunt (1854) 75 1/2.

6^e emprunt (1855) 90 3/4.

Actions de la Grande Société des chemins de fer 82 1/4.

Obligations du chemin de fer Nicolas 75 1/2.

Actions du chemin de fer de Varsovie 86 3/4.

DEPÊCHES DE L'INTÉRIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 16 JANVIER.

Inscriptions 5 0/0 : 90 3/4 vend., 90 1/4 ach.

1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 152 r. vend.

2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r. vend.

Actions du ch. de fer Riga-Dunabourg 137 r. vend., 136 ach.

Actions du chemin de fer Dunabourg-Vitebsk 133 r. vend., 132 r. ach.

Actions du chemin de fer Belgrade 79 r. vend.

Actions du chemin de fer Rybinsk-Bologoe 63 1/2 r. vend., 62 1/2 ach.

Actions de la Banque de commerce de Riga 170 r. vend., 169 r. ach.

BOURSE D'ODESSA DU 16 JANVIER.

Billets de banque 1^{re} émission 94 1/4 ach., 95 vend.

1^{er} emprunt intérieur à primes 150 r., ach., 151 1/2 vend.

2^e emprunt intérieur à primes 152 r., ach., 153 1/2 vend.

Lettres de gage de la Banque de Kherson, 87 1/2 ach., 88 vend.

Allemagne.

PRUSSE. — CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 25 janvier.

Au banc des ministres : le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, ministre des affaires étrangères ; le comte d'Eulenburg, ministre de l'intérieur ; M. Leonhardt, ministre de la justice, et plusieurs commissaires du gouvernement.

Ordre du jour : discussion du budget des divers départements ministériels.

Le rapporteur de la commission du budget, M. LE COMTE DE LIMBOURG-STREUM, demande à la Chambre de renvoyer à une autre séance l'examen du budget de la présidence du ministère, à cause de remaniements devenus nécessaires à la suite des récentes mutations dans les divers services. M. le rapporteur constate à ce sujet qu'autrefois le président du conseil ne touchait pas de traitement comme tel, mais en sa qualité de ministre des affaires étrangères, et que dorénavant le nouveau président du conseil ne touchera plus son traitement comme ministre de la guerre, lequel passera à son adjoint, M. de Kameke.

L'assemblée approuve les conclusions de la commission.

Après de courts débats sur le chapitre des archives de l'Etat et celui de la commission d'examen des candidats aux emplois administratifs supérieurs, la Chambre passe à la discussion du budget du ministère des affaires étrangères.

M. LASKER saisit cette occasion pour parler des récentes changements ministériels. Selon lui, le « ministère-nain » des affaires étrangères ne va pas à la taille de son titulaire actuel, et si

le prince de Bismarck a cependant conservé ce poste, il doit avoir la-dessous une « demi-étoile » dont l'orateur désire vivement connaître le mot. M. Lasker passe ensuite en revue les récentes mutations, un ministre prussien doit être considéré à un double point de vue : d'abord comme chef de ressort et ensuite comme membre solidaire de la politique du cabinet, dont il prend sa part de responsabilité, quel que soit le département dont la gestion lui est confiée. M. Lasker conclut en exprimant l'espoir que le chancelier de l'empire voudra bien élucider la question et donner à la Chambre l'assurance que son action énergique, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, ne fera jamais défaut au cabinet prussien.

M. LE CHANCELIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. A mon avis, l'honorable préopinant a parfaitement raison d'admettre que chacun des membres du ministère prussien doit être envisagé à deux points de vue : premièrement, sous le rapport de l'administration de son département, et ensuite à l'égard de ses vues politiques comme membre du cabinet et de sa responsabilité solidaire pour tous les actes du ministère pris dans son ensemble. A l'appui de cette manière de voir, je mentionnerai, messieurs, les délibérations qui ont eu lieu au sein du conseil sur la question de savoir si le ministère de l'agriculture devait recevoir un nouveau titulaire ou s'il serait supprimé. Or le conseil a été d'avis, à la très grande majorité, sinon à l'unanimité, qu'il était désirable que Sa Majesté eût toujours ce poste ministériel à pourvoir, et cela, non pour l'importance intrinsèque de ce département, mais en vue des rapports politiques de son titulaire avec les autres membres du cabinet, qu'il pourrait appuyer au besoin de son suffrage dans des questions politiques d'une grande portée. Voyez en Angleterre, messieurs, il y a un certain nombre de ministres sans portefeuille, dont l'unique mission est de représenter devant la nation la responsabilité collective de la marche des affaires.

Chez nous, il existe la particularité que le président du conseil, tout en ayant une plus grande responsabilité morale que lequel que ce soit de ses collègues, n'a cependant pas plus d'influence qu'aucun d'eux sur la direction générale des affaires d'Etat, à moins qu'il ne s'acquière cette influence de haute lutte, car notre droit politique ne l'en investit nullement. S'il veut obtenir cette influence, c'est par la prière, la persuasion, des conversations ou correspondances incessantes, des plaintes portées devant le conseil, en un mot par une lutte qui absorbe ses forces au plus haut degré. La tâche est grande et les moyens sont faibles. Et souvent les supplications et la persuasion ne suffisent pas pour convaincre un collègue dont les vues diffèrent de celles du président du conseil.

Cette considération donne du poids à la théorie de l'honorable préopinant, que chaque membre du ministère possède le même degré d'importance politique et partage la responsabilité de la politique générale du cabinet. Ce n'est pas à dire, messieurs, que chaque chef de département soit responsable en tout temps de tous les faits et gestes d'un autre chef de département ; il s'agit seulement des années avant que tel ou tel ministre puisse déclarer définitivement qu'il assume ou décline sa part de responsabilité pour telle ou telle décision de l'un de ses collègues.

M. Lasker a donné à entendre que ma présence dans cette enceinte semblait indiquer que je m'y serais rendu expressément pour donner des explications sur mes rapports avec le ministère prussien et sur les motifs qui m'ont fait déposer la présidence du conseil. Cette supposition n'est pas entièrement exacte. Même si mon département avait un budget moins important encore, je considérerais toujours comme mon devoir, pour autant que ma santé me le permettrait, de venir défendre en personne le budget de mon département.

Quant aux motifs des changements survenus au sein du ministère, ils sont beaucoup plus simples que l'honorable préopinant ne paraît le supposer. Tout le monde sait que le poids des fonctions dont j'étais surchargé dépassait tout ce qu'on a jamais vu dans quelque Etat que ce soit de l'étendue de la Prusse. Dans les premiers temps de ce cumul, je le jugeais absolument indispensable, et ma capacité de travail était aussi plus grande qu'elle ne l'est aujourd'hui. De plus, pour la gestion du département des affaires étrangères, que je considère comme ma tâche spéciale, j'ai perdu un vaillant auxiliaire dans la personne de feu le conseiller privé Abeken, — je suis heureux de profiter de l'occasion pour rendre témoignage à sa mémoire.

Dans tous les grands Etats, les fonctions de ministre des affaires étrangères absorbent toute la capacité de travail de l'homme qui en est investi, et jamais le titulaire de ce poste n'intervient directement dans la marche des affaires intérieures. Grâce à nos bonnes relations avec tous les gouvernements, les relations extérieures de l'empire d'Allemagne sont complètement pacifiques ; mais le soin de maintenir en tout et partout ces rapports pacifiques concentre à lui seul toutes les facultés de travail d'un homme d'Etat. Or si, outre mes fonctions de chancelier de l'empire, j'assume encore la responsabilité de l'administration de l'Alsace-Lorraine, — et le *Reichstag* a l'étendue et l'importance de maint royaume, — je ne puis y suffire que grâce à l'appui aussi ferme que sûr et éprouvé que l'on m'accorde à cet égard.

Dans l'administration de l'empire, je jouis d'une grande liberté d'action ; je me fais rendre compte de tout ce qui peut intéresser ma responsabilité, et à l'indépendance de caractère qui distingue d'habitude les fonctionnaires les plus éminents, je puis opposer mon *vetu*, et déclarer catégoriquement ce que je veux et ce que je ne veux pas. D'ailleurs, pour la politique de l'empire, je limite essentiellement ma responsabilité au choix des personnes, sans croire devoir étendre ma responsabilité jusqu'au moindre de leurs actes.

Tout autre est la position du président du ministère prussien. Il occupe un haut poste honorifique, assume une grande responsabilité et ne dispose que de peu de moyens pour faire prévaloir son influence, de sorte qu'à la longue il se fatigue à « marcher dans le sable » et reconnaît son impuissance (Ecoutez ! écoutez ! la gauche). Aussi, du moment que j'étais résolu à restreindre ma sphère d'activité, mon expérience de dix années me commandait de renoncer à mon poste de président du ministère prussien, qui m'imposait surtout une surcharge de travail. Ce n'est pas le travail en lui-même, messieurs, qui use les forces, mais le sentiment ininterrompu de la responsabilité pour des questions qui tiennent à cœur à tout homme d'Etat et deviennent pour lui des intérêts personnels, tout en étant les intérêts de 25 ou de 40 millions d'individus. Celui qui n'aurait point le sentiment d'une pareille responsabilité, n'aurait pas la conscience de son devoir et n'aurait point de cœur pour son pays. Mais qui a du cœur sera « empoigné » et usé jusqu'à un certain degré.

La présidence du ministère prussien me valait la moitié de mon travail, et, en revanche, une part d'influence qui est dans la plus grande disproportion avec celle que l'opinion publique rattache à ce poste (Ecoutez !). En me démettant de ces fonctions, je sacrifierais la plus faible part de mon influence, car il n'y a

pas même à songer à ce que je voudrais ou que je pourrais renoncer à mon influence aussi longtemps que j'aurai l'honneur d'être le « chancelier de l'empire de S. M. l'empereur ». Mes rapports avec le ministère prussien pourrai se relâcher davantage encore, que la marche générale des affaires n'en souffrirait aucunement. Ces affaires sont inséparables. Le chancelier de l'empire, s'il doit remplir la condition essentielle de sa mission, sera toujours le haut fonctionnaire qui jouira à cet effet de la plus grande confiance de Sa Majesté. Or, si le chancelier possède cette confiance, il n'est pas admissible que S. M. le roi de Prusse voudrait autoriser au sein du conseil des ministres du royaume une politique qui rendrait impossible, au sein de l'empire, l'action du chancelier, à son titre de haut fonctionnaire investi de la confiance de l'empereur. Le roi de Prusse et son ministère ne peuvent point prendre une attitude contraire à la politique du chancelier de l'empire ; c'est pour eux une nécessité naturelle de l'appuyer. On pourrait plutôt invoquer l'opportunité que le chancelier de l'empire fût un membre du cabinet d'un des autres grands Etats de l'Allemagne, car en Prusse, l'union personnelle de la couronne royale de Prusse et de la couronne impériale d'Allemagne est accomplie et insoluble. De plus, la connexité entre le chancelier de l'empire et le cabinet prussien ne cesserait même pas alors que le chancelier ne ferait point partie de ce cabinet. Et, en effet, quelle est la marche des affaires au sein du conseil fédéral ? Les organes qui exercent la principale influence sur l'élaboration des projets de loi, sont les divers comités de ce conseil. Or dans chacun de ces comités, à moins que Sa Majesté n'en décide autrement, c'est le ministère prussien du ressort intéressé ou bien un des plus éminents plénipotentiaires prussiens qui occupe le siège présidentiel. Dans les séances plénières du conseil fédéral, le ministère prussien se retrouve en majorité et il y délibère, tout comme au sein des comités, sous la présidence du chancelier et de concert avec les ministres des autres Etats. Par conséquent, les liens qui unissent le ministère prussien au conseil fédéral sont bien plus solides qu'on ne l'admet généralement et que, à ma grande surprise, notre presse allemande ne semble l'avoir compris.

A supposer même que le chancelier de l'empire ne fût pas sûr de disposer des dix-sept suffrages que la Prusse possède au sein du conseil fédéral, il aurait toujours le droit, sous comme ministre prussien, s'il faisait partie du cabinet du royaume, soit à son titre de chancelier et d'homme de confiance par excellence de l'empereur, — ce qu'il doit être absolument, — il aurait toujours le droit, dis-je, de faire un rapport à Sa Majesté sur les divergences de vote possibles et, dans ce cas, ou bien de provoquer des changements dans le ministère prussien, — ou bien de céder sa place à un autre au poste de chancelier.

Comme conclusion de tout ce qui précède, je puis déclarer à l'honorable préopinant que, si je suis resté au sein du cabinet prussien, sinon comme président, du moins comme membre, cela prouve de ma part la ferme résolution de continuer à appuyer ce ministère, et cela d'une manière même plus efficace que par le passé, déchargé que je serai du caractère, fâcheux (*odieux*) que la présidence et la pression personnelle peuvent toujours avoir à l'occasion. Je puis donc l'assurance absolument certaine que telle est ma volonté et que telle est mon intention ; seulement, cet appui me coûtera un peu moins de travail, surtout un peu moins de travail stérile. Mon influence au sein du ministère prussien, pour être dégagée des travaux de formalité et de la responsabilité de forme qui en découle, sera toujours basée sur le soin de me concilier d'une manière basée sur la majorité de mes collègues, et sous ce rapport, messieurs, vous pouvez compter avec une entière certitude — que si les changements ministériels qui sont survenus avaient impliqué un changement de politique, c'est-à-dire une direction hostile à ma politique antérieure, aucune puissance au monde n'aurait pu m'empêcher de renier mes antécédents, depuis dix ans que je suis aux affaires, et à rester au sein de ce cabinet pour le seul plaisir d'être ministre des affaires étrangères ; or, comme je continue à faire partie du ministère prussien, vous pouvez compter avec une certitude non moins entière que ma politique ne sera pas abandonnée, lors même que, à mon grand soulagement, je devrai moins m'occuper des questions de détail.

Messieurs, pour en venir au budget de mon département, je crois qu'au point de vue national votre devoir est de l'approuver, et qu'en outre on ferait bien de modifier le titre de mon ministère et de l'appeler dorénavant — au lieu de ministère prussien des affaires étrangères — « ministère prussien pour les affaires de l'empire » ou bien « pour les affaires allemandes » — si cette dénomination vous paraît préférable. Le règlement des rapports de la monarchie prussienne avec l'empire d'Allemagne est toujours, territorialement parlant, (je vous demande pardon pour l'expression que je vais employer, mais nous n'en avons pas encore d'autre) pour la Prusse une affaire « étrangère », en tant que la portée de ces affaires s'étend au-delà des limites de la Prusse. Je le répète, cette expression est mal venue pour moi et je ne me sens qu'avec une certaine répugnance, parce que, à mon avis et par habitude, il ne peut y avoir pour l'Allemagne des affaires « étrangères » qu'au-delà des frontières de l'Allemagne. (Bravos.)

Selon moi, il est nécessaire cependant qu'il y ait encore au sein du cabinet prussien un ministre chargé de cultiver les rapports entre le cabinet du royaume et l'empire, et cela en étant attaché de tout particulier, même au point de vue de son ressort spécial. Cette mission, à laquelle se rattache, d'après la tradition, le soin de donner les instructions voulues aux délégués de la Prusse au conseil fédéral, incombe actuellement au ministre prussien des affaires étrangères — puisque nous n'avons pas d'autre moyen de le désigner, — lequel, à l'heure actuelle, est en même temps chancelier de l'empire et plénipotentiaire prussien au sein du conseil fédéral.

Mais, lors même que ces fonctions seraient séparées et que le chancelier de l'empire ne serait plus ministre prussien (ce qui le priverait essentiellement de sa connexité avec le cabinet du royaume, mais rendrait plus libre et plus acceptable sa position dans l'organisme politique de l'empire), il devrait néanmoins toujours y avoir un ministre prussien pour mission d'élaborer les suggestions des plénipotentiaires prussiens au conseil fédéral, — que ces instructions fussent simplement l'effet d'une décision du ministre intéressé, avec l'approbation du roi, — sans entente préalable de ce ministre avec ses collègues, — ou bien, comme cela arrive pour les questions politiques d'une haute importance, qu'elles fussent le résultat de délibérations en séance du conseil et de décisions du ministère pris dans son ensemble. Mais, je le répète encore, un ministre de ce genre sera toujours indispensable.

C'est dans ce sens, messieurs, que je vous prie de voter le budget des affaires étrangères, sans y voir un reste de particularisme d'une politique spécialement prussienne. Voyez dans ce département un simple ronage au moyen

duquel la Prusse, non-seulement assure son contact et ses relations avec l'empire, mais encore entretient des rapports avec les divers Etats de l'Allemagne avant les décisions à prendre par les organes supérieurs de l'empire.

Pour ce qui me concerne personnellement, aussi longtemps que je remplirai cet emploi, ce sera absolument dans le sens que je viens d'indiquer, par conséquent d'une manière qui a obtenu votre approbation jusqu'ici, — et, pour conclure, je vous en donne encore une fois mon assurance formelle et je vous prie d'en être bien convaincus. (Applaudissements bruyants et prolongés.)

Dans cette même séance, M. le prince de Bismarck a encore prononcé, à la suite d'observations de M. le professeur Virchow, un discours tout aussi étendu et non moins important que celui que nous venons de résumer, et que, faute d'espace, nous renverrons à demain, ainsi que le compte-rendu sommaire de la fin de la séance.

Nous noterons seulement que la Chambre a voté séance tenante le budget du ministère des affaires étrangères.

HESSIE. — La cour grand-ducale de Hesse-Darmstadt a pris le deuil le 25 janvier, jusqu'à la fin du mois, à l'occasion de la mort de l'empereur Napoléon III et à la suite du décès de S. A. I. M^{te} la grande-duchesse Hélène Pavlovna.

WURTEMBERG. — Dans la séance du 24 janvier de la Chambre des députés wurtembergeois, M. Mittnacht, ministre de la justice, a répondu à l'interpellation Esterlen sur la part que le royaume de Wurtemberg a prise aux conférences judiciaires de Berlin relatives à l'extension de la compétence de l'empire et spécialement à l'organisation unitaire des tribunaux.

M. de Mittnacht a donné lecture, en guise de réponse, d'une déclaration gouvernementale portant : « qu'on s'est occupé uniquement à Berlin des questions générales ayant trait à l'organisation des tribunaux ; qu'un fonctionnaire judiciaire prussien a rédigé, d'après les délibérations de la conférence, un projet *ad hoc*, destiné à être soumis d'abord à l'examen de commissaires spéciaux de la Prusse, de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe et du grand-duché de Bade, pour faire ensuite l'objet d'une nouvelle étude à soumettre de chef à la conférence des ministres de la justice de ces divers Etats ; que les conférences judiciaires de Berlin avaient un caractère purement confidentiel, les ministres exposant leurs vues personnelles et ne parlant point au nom de leurs gouvernements respectifs ; enfin, que les divers Etats intéressés prendront en temps et lieu des résolutions définitives à ce sujet, et qu'avant ce terme le gouvernement wurtembergeois, pour ce qui le concerne particulièrement, ne peut pas donner d'autres explications que celles contenues dans la présente déclaration. »

Autriche-Hongrie.

Le conseil municipal de Vienne a adopté sans débats une proposition d'urgence demandant que ce conseil participe dignement aux solennités qui auront lieu le 24 avril à l'occasion du mariage de S. A. I. l'archiduchesse Gisèle.

La question de la réforme électorale préoccupe vivement tous les partis en Autriche. De grands préparatifs se font au sein du parti constitutionnel pour assurer une prompt exécution à cette réforme. Ainsi, les députés allemands-bouhémiens ont décidé de convoquer à Plaque une assemblée de députés à Prague, si la réforme électorale est promptement résolue dans un sens favorable. Les Tchèques continuent, de leur côté, l'agitation pour la pétition dirigée contre les élections directes, mais les organes du gouvernement s'opposent à ce que possible à ces démonstrations. Ainsi les autorités ont défendu de recueillir les signatures pour la pétition tchèque dans les églises, elles ont interdit son affichage dans les établissements publics.

En outre, des meetings, où l'on devait discuter la réforme électorale, ont été défendus par la police.

La Chambre des députés hongroise continue la discussion des lois financières pour l'exercice 1873. Parmi les députés de l'opposition qui ont critiqué la politique du gouvernement en matière de finances, les journaux citent surtout M. Horn, d'après l'opinion duquel le budget de la Hongrie se soldera encore pendant bien des années par 250 millions de dépenses contre 200 millions de recettes. L'orateur a recommandé surtout une « opération césarienne » des dépenses de l'armée et de celles de l'administration des chemins de fer. M. Horn a déclaré en outre qu'il attendait avec une vive impatience le budget définitif et qu'en attendant il acceptait le rapport de la commission des finances comme base de la discussion.

M. Ghyczy, un des principaux chefs de la gauche, a été très-modéré. Il a dit qu'il ne considérait nullement la situation financière comme désespérée et a repoussé l'accusation que la gauche critiquerait l'administration pour les besoins de sa cause. L'orateur a fait observer cependant que le déficit dépasse en réalité de deux millions encore les évaluations de la commission des finances. M. Ghyczy a conclu en prenant vivement à partie l'extrême gauche pour son opposition quand même et ses violences de langage.

Dans la séance du 25 janvier, M. de Szalvy, président du ministère, a pris la parole sur la question du budget et s'est exprimé en substance comme suit :

Les récriminations au sujet du passé ne servent à rien et ne sont pas même justifiées, vu que c'est la Chambre même et les partis qui ont amené la situation financière actuelle, qui, du reste, ne doit pas inspirer de craintes pour l'avenir. Le meilleur moyen de réparer les fautes qu'on pourrait avoir commises est l'économie, à laquelle le gouvernement consent, tant que ce ne sera pas au préjudice des intérêts publics. Un deuxième moyen consiste dans des « investigations » fructueuses, le troisième dans la vente de ces parcelles des biens de l'Etat qui ne rapportent rien. Outre cela, a dit le ministre, il faut élever le taux des impôts et en introduire de nouveaux.

Pour tout ce qui concerne ces points-là le président du conseil accepte les propositions de la commission des finances.

M. de Szalvy a communiqué ensuite à l'assemblée que le ministère présentera prochainement des projets de loi concernant : l'évaluation des impôts, le cadastre, un code de procédure criminelle, un projet de loi relatif aux sociétés d'actionnaires, enfin un projet concernant les voies de communication.

Le gouvernement indiquera aussi dans quel ordre de succession et par quels moyens tout cela pourra être réalisé sans surcharger le pays.

— Au dire de la *Deutsche Zeitung* M. Pavlovic, chef de parti serbe, réducteur du *Pan-sloven* et M. Kastick, député au congrès ecclésiastique, accusés de haute-trahison à cause de toasts portés lors des fêtes de Belgrade, ont été acquittés après avoir subi une longue détention préventive, le procureur général M. Kozma ayant retiré l'accusation.

Voici le texte même de la circulaire qui est relative à la formation de l'armée territoriale :

« Messieurs les préfets, « Pour l'exécution des dispositions de la loi du 27 juillet 1872, concernant la constitution d'une armée territoriale, j'ai besoin de renseignements sur le nombre et la catégorie des hommes appelés dans chaque canton à faire partie de la portion active de cette armée.

« Le maire de chaque commune devra, à cet effet, établir, dans la forme du modèle ci-joint, un état des hommes valides des classes 1866, 1865, 1864, 1863, 1862, 1861 et 1860, avec l'indication, pour ceux qui ont servi, de l'arme ou du corps de troupe auquel ils ont appartenu.

« Ces états, récapitulés par canton, par les soins de MM. les sous-préfets, vous seront adressés, et vous voudrez bien, après les avoir réunis par département, me les transmettre par l'intermédiaire de l'autorité militaire.

« Ce travail m'est indispensable pour jeter les bases de l'organisation de l'armée territoriale. Je vous prie de veiller à ce qu'il soit établi avec soin et dans le plus bref délai possible.

« Recevez, etc. « Le ministre de la guerre, « GÉNÉRAL DE CISEY. »

La *Correspondance universelle* nous apprend que M. Christoph, président du centre gauche, est allé trouver M. de Goulard pour lui demander, au nom de ses collègues, s'il était vrai qu'il se fût fait inscrire à la réunion de la république conservatrice. Le ministre de l'intérieur a répondu que la nouvelle était parfaitement exacte. M. de Goulard faisait partie du centre gauche primitif, et a suivi M. Casimir Périer.

On sait qu'une commission a été nommée pour examiner la proposition de M. Savary, demandant d'appliquer, jusqu'à la mise en vigueur de la loi électorale, aux élections des députés de l'Assemblée Nationale les dispositions des articles 1^{er} et 2^e de l'article 44 de la loi du 5 mai 1855 sur les conseils municipaux, c'est-à-dire que les candidats ne doivent pas obtenir seulement la majorité relative des votes, mais la majorité absolue.

La commission a entendu M. le ministre de l'intérieur, qui a déclaré donner une complète adhésion au projet de M. Savary, et a invité la commission à hâter le plus possible le dépôt du rapport, afin que la loi pût être appliquée lors des prochaines élections partielles. M. de Goulard a déclaré, en effet, que le gouvernement comptait convoquer les électeurs dans les premiers jours du mois d'avril. Les départements dont les sièges sont vacants sont au nombre de huit : ce sont ceux de la Seine, de la Gironde, des Bouches-du-Rhône, du Morbihan, du Jura, de la Corrèze, de la Marne, de la Nièvre.

La commission a nommé M. Antonin Lefèvre-Pontalis rapporteur, avec mission de conclure à l'adoption de la proposition. (Temps.)

La commission des sucres à l'Assemblée a pris la résolution de demander au gouvernement la reprise des négociations pour arriver à un régime commun entre l'Angleterre, la Hollande, la Belgique et la France, sur la base des résolutions adoptées par le conseil supérieur du commerce, qui a conclu à l'impôt à la consommation.

La commission exprimera le désir que les négociations françaises ne soient pas les mêmes.

— On lit dans l'*Économiste* du 23 :

« Hier grande rumeur à la Bourse de Paris. « Le bruit courait que plusieurs spéculateurs venaient d'être mis en état d'arrestation. »

« Nous avons envoyé immédiatement aux informations, et voici les renseignements que nous avons recueillis et que nous publions sous toutes réserves.

« Plusieurs administrateurs de sociétés financières sont inculpés.

« Citons de suite la Société industrielle, ce qui n'a rien d'étonnant, après le procès qui vient d'avoir lieu et la condamnation de son directeur, M. Bureau.

« Tout le monde se rappelle les divers bruits qui coururent, en 1871, lors de la fondation de cette société, qui venait d'installer ses bureaux, 16, place Vendôme. Spéculant sur la similitude des noms avec le Crédit industriel, s'étant débâté attaché un personnel décoré, depuis les caissiers jusqu'aux garçons de banque ; ayant ensuite, pour compléter l'analogie avec le Crédit industriel, loué de nouveaux locaux rue de Taibout, elle était parvenue à émettre un certain nombre de valeurs, grâce à la création de plusieurs succursales dans les départements.

« On finit cependant par découvrir des agissements frauduleux. M. Bureau fut arrêté, condamné à deux ans de prison, et fila aussitôt en Angleterre, après avoir traversé la Belgique. Les scellés furent apposés chez lui et à son administration.

M. Lamquin, commissaire aux délégations judiciaires, s'est présenté hier aux bureaux du Crédit foncier suisse et du Crédit communal de France, et s'est fait donner la liste des administrateurs.

Le même journal annonce, sous réserves il est vrai, l'arrestation de quatre personnes.

Nous croyons ne pas devoir livrer leurs noms à la publicité avant que les faits soient confirmés.

— On lit dans le *Propagateur du Nord* et du *Tas-de-Calais* :

« Un nouvel accident, causé très probablement par les nouvelles pluies, vient d'avoir lieu au hameau des Hochettes, faubourg d'Amiens. Le sol s'est de nouveau ouvert sur ce point et une maison s'est trouvée engloutie dans l'abîme avec ses habitants. Un homme aurait été, avec plusieurs enfants, légèrement blessé. »

dre secours. Le capitaine Knowles fut aussitôt tiré des fusées et opéra d'autres signaux de détresse. En même temps il faisait mettre les chaloupes en mer en ordonnant de sauver tout d'abord les femmes et les enfants. On parvint à sauver les femmes et les enfants. Quelques hommes furent également sauvés. Le capitaine Knowles prit son revolver et déclara qu'il casserait la tête au premier homme qui tenterait de se la tuer au premier homme qui tenterait de se la tuer au premier homme qui tenterait de se la tuer.

Les survivants font un récit navrant du tableau. Beaucoup de passagers étaient dans leur costume de nuit. D'autres n'avaient sur eux que les premiers vêtements venus qu'ils avaient trouvés sous leurs mains.

Les enfants appelaient leurs parents à grands cris, les parents cherchaient leurs enfants sans les trouver. Les maris étaient séparés de leurs femmes. Les ombres de la nuit redoublant l'horreur de ce spectacle. La femme du capitaine, qui avait épousé six semaines avant l'événement, était à bord. C'était le premier voyage qu'elle faisait avec son mari. Elle fut placée avec d'autres femmes dans la chaloupe sous la garde du maître d'équipage. Mais la poulie s'étant tout à coup dérangée, la chaloupe s'enfonça.

En ce moment le remorqueur à vapeur *City of London*, ayant aperçu les signaux de détresse, accourut et réussit à sauver presque toutes les personnes qui occupaient la chaloupe, ainsi que d'autres passagers et hommes de l'équipage, en tout 34. Il resta en croisière autour du lieu du sinistre, prêt à secourir ceux des malheureux passagers qui réussiraient à se tirer du naufrage, et dans l'espoir de venir en aide à ceux qui s'étaient accrochés aux débris flottants du navire.

Le lougre *Mary*, de Kingsdown, a aussi rendu de bons services. Il avait été attiré par les signaux de détresse; il réussit à repêcher une trentaine de passagers.

Le cutter pilote de Londres n° 3, et la *Princesse*, stationnée à Douvres, sont aussi allés au secours et ont sauvé vingt et un matelots du gréement.

Le total des personnes sauvées est de 85. Le pilote en fonction avait nom George Brack. Il était en bas au moment du sinistre; il monta sur le pont en même temps que le capitaine, dont il loua la conduite dans les termes les plus énergiques. Le navire a mis trois quarts d'heure à couler après avoir reçu le choc. Pendant tout ce temps le capitaine n'a pas quitté son poste et n'a pas cessé de donner des ordres jusqu'au moment où il a sombré avec son bâtiment. Un des survivants raconte qu'il se trouvait tout près de lui, mais qu'il trouva moyen de saisir quelque chose qui l'aida à remonter à la surface. Quant au capitaine, on ne l'a plus revu.

Les récits des survivants déchirent le cœur. Les hommes pleurent, la perte des femmes et des enfants, les femmes, celles des maris; les enfants, ceux de leurs parents. Parmi les passagers se trouve une jeune fille d'une dizaine d'années, que personne ne connaît; son père l'a mise dans une barque, en disant qu'il allait chercher sa mère et il n'est pas revenu.

Le département de la marine a offert 100 livres de récompense à celui qui fera connaître le navire étranger dont le choc est cause du désastre. On croit que c'était un steamer portugais ou espagnol. Soixante des passagers sont partis pour Londres par le train de 4 h. 20 m. Un télégramme reçu ce soir dit qu'il n'y a rien de fondé dans le bruit d'après lequel une barque aurait été recueillie à Dungeness.

ENQUÊTE OFFICIELLE. — Une enquête préliminaire a eu lieu cette après-midi au bureau des douanes, sous la direction de M. Braggett. John Ester dit qu'il était maître d'équipage du *Northfleet*, de Londres, et ayant dix-sept hommes d'équipage à bord. Le navire avait pris la mer le 12.

Dimanche, le 19, il se trouvait dans la rade de Margate, où il resta jusqu'au lendemain; le temps était bon, il leva l'ancre et descendit le détroit. Il alla jusqu'à Folkestone où le vent tourna au sud-ouest, puis jusqu'à Falmouth, où s'éleva une tempête. Le navire alors retourna jusqu'à la rade de Dungeness, où il jeta l'ancre, à quatorze brasses de profondeur et en lâchant environ soixante brasses de câble. Le vent con-

tinuait à être violent, et comme on s'attendait à une tempête, on avait pris des mesures pour pouvoir, au besoin, lever l'ancre; le soir, les lumières furent hissées. La garde de l'ancre fut formée à huit heures de deux hommes de l'équipage et d'un officier de rang secondaire. Ce jour-là, vers onze heures du soir, le témoin entendit quelqu'un de l'équipage hélant un steamer. « Quel steamer est-ce? où allez-vous? » Le témoin, qui était dessous, monta aussitôt sur le pont, où il arriva juste au moment où le steamer venait de heurter le navire. Il hélé à diverses reprises le steamer, qui ne répondit pas et s'éloigna. Le capitaine donna l'ordre de faire jouer les pompes et d'arborer des signaux de détresse. L'ordre fut en même temps donné de détacher la chaloupe de tribord lorsqu'elle fut descendue, douze personnes y entrèrent. La chaloupe s'éloigna ensuite, recueillit encore quatre personnes qui étaient dans la mer, et fut recueillie elle-même, peu de temps après, par un steamer.

George Brack était pilote à bord du *Northfleet*. Le navire était parti de Gravesend le 17, au matin. Le 22, le témoin se trouvait au salon, lorsque tout à coup la garde de l'ancre l'appela: « Pilote, pilote, arrivez! » Il s'élança immédiatement sur le pont, où il vit un steamer s'éloigner. Il y avait eu un choc terrible. Le témoin dit au capitaine de faire jouer les pompes et il conféra ensuite avec lui pour prendre les mesures urgentes. Le capitaine fit hisser les signaux de détresse. Toutes les fusées que possédait le navire furent lancées successivement. Pendant ce temps, l'alarme régnait sur le navire et les femmes jetaient des cris de désespoir en voyant que le vaisseau s'ébattait. Les chaloupes furent descendues, et le capitaine, qui conservait tout son sang-froid, donna l'ordre d'y faire entrer les femmes et les enfants. Les hommes aussi s'élançaient avec force vers les chaloupes. Le témoin vit deux chaloupes toutes chargées s'éloigner du navire, qui descendait déjà rapidement. Un certain nombre de personnes s'étaient jetées à la mer et étaient dans les flots. Le témoin vit la hune d'artimon flotter sur la mer et alla la saisir à la nage pour s'y cramponner. C'est dans cette position qu'il fut découvert.

La veuve du capitaine a reçu du propriétaire, M. Patton, un télégramme qui, après des éloges donnés à la conduite courageuse de l'équipage, exprime la douleur que lui cause une si épouvantable catastrophe.

Le bruit court que l'on croit avoir découvert le nom du steamer. On suppose que ce navire s'est rendu à Anvers, d'où il serait déjà en route vers un port d'Espagne.

Italie.

Le pape a reçu le 23 janvier, à onze heures et demie, le prince Arthur d'Angleterre en audience particulière. Le prince est allé ensuite visiter le cardinal Antonelli.

La commission du Parlement italien chargée d'examiner le projet de loi sur les corporations religieuses n'a pu réussir à se mettre d'accord avec le gouvernement, ayant complètement rejeté l'article 2; nous croyons devoir le remplacer sous les yeux de nos lecteurs; il est ainsi conçu:

« A chacun des ordres religieux qui ont un général ou un procureur général dans la ville de Rome, il est conservé une maison destinée à sa représentation près le Saint-Siège. »

« Les biens des maisons, considérés comme une fondation spéciale destinée à satisfaire aux charges qui s'y trouvent inhérentes et à l'entretien des religieux qui y ont leur résidence, seront administrés respectivement par la communauté religieuse, laquelle, à tous les autres égards, cesse d'être reconnue comme corps civil. »

« Un décret royal, publié dans les trois mois, sur l'avis du conseil des ministres, indiquera les maisons conservées, choisissant de préférence celles où habitent habituellement les généraux et les procureurs généraux susdits. »

Belgique.

On lit dans le Commerce: « La question du rachat de nos chemins de fer, condescend à fait un pas nouveau très important. Elle se trouve presque résolue pour le Grand-Luxembourg, sauf, bien entendu, l'approbation de la législature. Le contrat de rachat sera probablement signé cette semaine. »

« L'époque de la livraison des lignes sera fixée au 1^{er} janvier 1874, ce délai étant indispensable pour que l'Etat déjà embarrassé du réseau des bassins houillers, se mette en me-

sure d'exploiter ces nouvelles lignes sans que le service en souffre. »

« Quant au Grand Central, nous annonçons, il y a 8 jours, que les deux gouvernements belge et néerlandais s'étaient à peu près mis d'accord sur la reprise par chacun d'eux de la portion des lignes qui traverse leur territoire. En effet, au moment même où nos lecteurs avaient ces lignes sous les yeux, la reprise devenait un fait accompli pour le gouvernement néerlandais. »

Suisse.

Voici, d'après la *Presse*, de Genève, les noms des communes suisses qui jusqu'ici se sont déclarées pour le vœu catholico-romain.

« Canton d'Argovie: Aarau, Olten, Moehlin, Mumpf-Wallbach, Magden, Heilikon, Oeschgen et Weggstetten. Canton de Soleure: Soleure, Olten, Trimbach, Gribes, St. Arsch, Dullikon, Lottorf, Kappel et Kibernet. Canton de Saint-Gall: Kagatz, Flawyl. Canton de Bâle-Campagne: Allschwil. Canton de Thurgovie: Diessenhofen. »

Il existe des associations de catholico-libéraux à Berne, Bâle, Zurich, Bienne, Lucerne, Saint-Gall, Rheinfelden, Baden, Stusslingen et Begersheim.

Espagne.

La Société abolitionniste de la Tertulia progressiste a tenu le 23 janvier, au Théâtre royal, un meeting en faveur de l'abolition de l'esclavage. Beaucoup de personnages politiques y assistaient. Plusieurs discours ont été prononcés en faveur de l'abolition et fort applaudis.

Les nouvelles des provinces sont satisfaisantes. On continue à signaler de tous côtés des symptômes accablants de réaction contre les carlistes, à cause des excès qu'ils commettent partout.

On écrit de Saint-Sébastien à la *République française*, le 22 janvier:

« Les carlistes viennent de couper la voie ferrée à Zumarraga, d'après une dépêche télégraphique qu'on a reçue il y a deux heures à peine, une colonne a été immédiatement embarquée sur le chemin de fer, avec le capitaine général, pour aller les déloger. »

« La bande qui a brûlé la station d'Hernani, il y a sept jours, et qui a fait éprouver une si rude défaite à la colonne qui avait été envoyée contre elle, avant-hier lundi, se trouve autour d'une petite ville nommée Dula, à douze lieues d'ici, et l'assiege et la brûle. »

« Dans l'affaire de lundi, à Usarbil, près de Saint-Sébastien, il y a eu le colonel lui-même d'une bande dans la tête; un officier, un sergent et quarante hommes tués ou blessés; la troupe a été mise en pleine déroute, abandonnant le champ de bataille, les morts et les blessés. Les carlistes ont déposé le cadavre du colonel, ne lui laissant que son lingon. On lui a enlevé ses vêtements, ses armes, sa montre et une somme de 80,000 réaux (21,000 francs), qu'il portait avec lui en billets de banque et en or, pour les besoins de sa colonne pendant l'expédition, qui devait durer plusieurs jours. »

« En réponse aux journaux légitimistes qui présentent comme des colonies les récits des atrocités commises par le curé Santa-Cruz, l'*Imparcial* publie le document officiel suivant. C'est une circulaire du président de la députation locale du Guipuzcoa: »

« Les horribles crimes qu'a commis récemment la bande commandée par le curé Santa-Cruz révoltent des instincts qui n'appartiennent pas à des êtres humains et surpassent considérablement en épouvante les plus lamentables qui aient été perpétrés dans la province durant les jours les plus funestes de nos discordes civiles. »

« De dignes autorités qui se bornaient à accomplir strictement leurs devoirs, des personnes sans défense, et le nombre en est grand, dont l'unique délit est de gagner honorablement le pain de leurs familles sans même se douter qu'elles puissent être l'objet de la méfiance de ces gens sans âme à qui elles n'avaient causé aucun tort, ont été inhumainement sacrifiées par ceux-ci, sans doute dans le but d'assouvir leur soif de sang, d'inspirer la terreur et d'élargir le champ où ils pussent reproduire plus librement leurs atrocités. »

« La députation locale du Guipuzcoa, désirant vivement couper à la racine cette série d'actes abominables auxquels le pays assiste avec horreur, voulant ramener le calme dans les esprits consternés à la vue d'un spectacle aussi désolant, usera de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour remplir comme elle

le doit la mission qui lui a été confiée, et, se conformant à l'esprit du titre 36, chap. 3 du Fuero et à la résolution prise dans les dernières réunions de la Junta-Générale, qui lui a délégué expressément et absolument tous les pouvoirs afin de travailler avec la même énergie, la même prudence et la même rapidité que le ferait la Junta-Générale elle-même, décrète: »

« 1^o La personne ou les personnes qui s'emparent de l'ex-curé intermédiaire de Herniale, D. Manuel Santa-Cruz, et le livreront aux autorités supérieures de la province, auront droit à une prime de 10,000 piécettes, ou 40,000 réaux; »

« 2^o Au cas où plusieurs personnes auraient contribué de différentes façons à la capture du curé Santa-Cruz, soit par des informations, soit par autres actes qui, directement ou indirectement, auraient amené le résultat cherché, 10,000 piécettes seront réparties entre elles, suivant leur mérite respectif. »

Cette circulaire, signée du président de la députation locale, a dû être affichée dans toutes les communes de la province.

Turquie.

ÉGYPTES. — D'après la *Neue freie Presse* de Vienne, les dernières nouvelles d'Alexandrie constateraient le succès de l'expédition égyptienne en Abyssinie. Le corps expéditionnaire sous le commandement de Munzing-Bey serait parvenu jusqu'à 15^o degré de latitude nord. Les tribus du Tigre auraient été soumises et les vainqueurs ne rencontreraient aucun obstacle dans leurs communications.

DERNIÈRES NOUVELLES.

FRANCE.

D'après la *Correspondance universelle*, le rapport de M. Depeyre conclurait à un blâme contre le gouvernement à propos de l'affaire du prince Napoléon. Il y aurait donc débat public et débat assez orageux. Toutefois, ce débat n'aurait pas lieu de sitôt. Il aurait été convenu, en effet, entre le gouvernement et la commission des pétitions, que l'on attendrait pour en saisir l'Assemblée que la commission des Trente ait déposé son rapport et que la discussion de ce rapport ait eu lieu.

« L'*Avenir national* du 25 publie la note suivante: »

« Les journaux de la droite font grand bruit de l'entrevue de M. Thiers et de M. de Falloux, et ils en concluent que le président de la république est décidé à s'appuyer désormais sur la droite. »

« Rien de moins exact. Nous pouvons, en effet, affirmer que M. de Falloux n'a rien pu obtenir de M. Thiers et qu'il est sorti fort mécontent de la présidence. »

AMÉRIQUE.

ÉTATS-UNIS. — New-York, 24 janvier. — Le rapport du comité de la Chambre des Représentants dit que la somme attribuée par le tribunal arbitral de Genève est accordée au gouvernement des États-Unis et non spécialement à des individus, et qu'elle dépasse de dix millions la valeur des biens détruits par les croiseurs.

Le rapport recommande que cet excédant soit versé dans le trésor public, après que satisfaction aura été donnée à toutes les justes réclamations.

ASIE.

Hong-Kong, 24 janvier. — Une épidémie de peste dans le voisinage de Shanghai.

Columbo, 23 janvier. — Un cyclone a causé de grands dégâts, mais seulement sur terre. On ne signale aucun sinistre maritime.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG.

du 16 (28) janvier.

Il vient de se produire une légère réaction dans le change et la fermeté de la dernière clôture a fait place à une tendance de faiblesse. La principale raison de cette tendance est l'échec du coupon des Inscriptions à 6 0/0, dont le montant a dû être remis aujourd'hui aux créanciers de l'étranger.

Aussi les courtiers se sont-ils munis dès hier de traites sur Londres à 32 3/4, et aujourd'hui à la Bourse tout le papier disponible a été pris à 32 23/32. On a même coté 32 11/16, bien qu'à ce taux tous les banquiers aient été vendeurs, et l'argent était introuvable.

Le papier d'exportation a fait 32 3/4. L'Amsterdam s'est traité à 164 et 163 7/8.

le Hambourg à 276 1/2 et le Paris à 343 1/2.

Les affaires en général n'ont pourtant été ni animées ni trop considérables.

En fonds publics la Bourse a eu un aspect beaucoup plus favorable que depuis longtemps.

En première ligne ce sont les Lots qui en ont profité, car ils ont gagné 1 1/4 et 1 1/2 sur la cote de vendredi dernier et se sont offerts en vente qu'à 151 3/4 et 154. C'est qu'entre les ordres d'achat venant de la province, la plupart des banquiers en achètent pour l'étranger.

Les Chemins russes n'ont pas varié et s'offrent à 138 3/4. Les autres chemins n'ont pas non plus progressé. À l'exception peut-être du Rybinsk.

Les billets de Banque ont haussé à 95, 94 3/4 et 94 1/2; les Certificats de rachat ont fait 90 7/8 et la Rente 94 5/8. Les Obligations consolidées ont gagné 1/20 par suite d'achats considérables.

Les obligations foncières provinciales ont également fait l'objet d'un bon marché et ont gagné environ 1/10 sur la cote de vendredi.

Les actions des banques n'ont aucunement profité du mouvement général du marché et continuent à être très-lourdes. Les cours cotés ne sont que nominaux et les acheteurs font défaut.

La Banque de l'Etat a réduit samedi dernier le taux de son escompte à 7 1/2 0/0, et bien que l'on s'attendait prochainement à une nouvelle réduction, en ce moment l'argent est loin d'être abondant et il faut regarder le taux de 7 1/2 0/0 comme le plus modique pour les bonnes signatures de commerce. En Lombard on fait toujours 8 à 9 0/0.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. À livrer en mai on demande pour 300,000 r. à 13 1/2 r. c.; à livrer en juillet de 13 1/4 r. à 13 1/2 r. c.; vendeurs pour froment de Sibirie; on donne 12 r. 85 c. et on a acheté 3,000 tol. à ce prix avec 6 r. d'arrhes.

Avoine. On demande 4 r. 20 c. vendeurs et 3 r. 90 c. acheteurs; pour livraison en juin on offre 3 r. 80 c., on demande 4 r. et à ce terme on a vendu 3,000 tol. à 3 r. 80 c.

Seigle. Le marché est calme. À livrer en mai on demande pour marchandise de bon poid de 7 r. 40 c. à 7 r. 50 c. et on donne 7 r. 20 c.; à livrer en juin de 7 r. 20 c. à 7 r. 30 c. vendeurs, de 7 r. à 7 r. 10 c. acheteurs et on a acheté 3,000 tol. de poids de 8 p. 25 l. à 7 r. avec 3 r. d'arrhes.

Graine de lin. Le marché est très-calme; à livrer en mai on demande de 11 r. à 13 1/4 r. et on demande de 12 r. à 14 r. selon qualité.

Suif. Au comptant 48 1/2 vendeurs et 48 r. acheteurs; pour livraison au mois d'août on offre 49 r. et on demande de 49 1/4 r. à 49 1/2 r.

Chanvre. À terme 36 r. vendeurs avec 15 r. d'arrhes et de 34 1/2 r. à 35 r. acheteurs avec 10 r. d'arrhes.

Lin. Ces jours-ci on a vendu une quantité assez considérable de différentes qualités aux prix de 41 r. à 44 r. le berkovets.

Etoupe de lin. On a acheté 100 tonnes de Yaroslavl de 37 r. à 38 r.

Polasse de Kasan. À livrer depuis le commencement de mai jusqu'au 10 octobre on a vendu 1,500 barr. à 31 r. en bloc avec arrhes.

Beurre. Disponible de 9 1/4 r. à 9 1/2 r. vendeurs; à livrer plus tard sans changement.

Huile de tourne-sol. Au comptant on a traité pour 1,000 pouds de Saratov à 6 r. tout payé d'avance et de 6 r. 20 c. à 6 r. 25 c. à crédit.

Huile de chènevis. On a acheté 20 barils de disponible à 4 r. 35 c. et à 3 r. 40 c. Pour livraison en juin et juillet on demande 4 r. 80 c.; on offre 4 r. 70 c. et pour petites quantités on paie 4 r. 75 c.

Esprit 40°. Le marché est sans affaires.

Os. À livrer de mai jusqu'à juillet on offre de 52 c. à 53 c.; mais les vendeurs font défaut.

Coton. On a vendu 250 balles de Parnam disponible à 11 3/4 r.

Pétrole. On a traité au comptant de 3 r. 35 c. à 3 r. 40 c. selon la partie et on peut acheter à ces prix.

Faits divers.

Dernièrement est parti de Paris pour Toulon, sous la conduite d'un inspecteur de police, un Chinois du nom d'A-Sing, qui est victime d'une bien étrange aventure. Il y a quelque temps, A-Sing fut recueilli dans l'Atlantique, sur une embarcation perdue, par un navire français. Il était évidemment le dernier survi-

vant de quelque bâtiment naufragé, mais ne sachant pas un traître mot de français, il ne put donner aucune explication. M. le ministre de l'Intérieur a décidé qu'il serait rapatrié aux frais du gouvernement français, par un navire de guerre qui part demain pour la Chine.

A-Sing aura en ainsi cette singulière destinée de traverser la France sans savoir absolument à travers quel pays la vapeur le transportait.

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un Supplément d'annonces judiciaires.

Spectacles.

Du 17 janvier.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien 2^e abon. 15^e repr. Mignon, opéra en 3 actes. — (8 h.)

THÉÂTRE MARIE. — ПЕРВОУЧИН, оп. въ 4 х. и 6 к. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Ангель доброты и невинности, ком. въ 4 х.; Илья, ор. ком. въ 1 д.; Макарь Александрович Туканов, орк. шут. оп. въ 1 х.

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG.

Mardi 16 (28) janvier.

Petersb.: 9 h. hier 776.3; +16.7; -13.5; -4.5; 98; 10 SO 1; 7 h. m. hier 772.1; +12.2; -12.8; -2.8; 10; 80 1; 1 h. ap. hier 770.4; +10.8; -7.2; -1.0; 93; 10 SO 1.

Nerchinsk 707 - 1 - 29 - 0 - 3 NE 2

Du 15 (27) janvier.

Vienne. 747 - 1 - 3 - 2 - 10 NO 3; Prague. 700 - 1 - 3 - 4 - 10 NE 2; Trieste. 756 - 1 - 5 - 2 - 10 E 3; Rome. 754 - 1 - 5 - 2 - 10 N 0; Lésina. 755 - 1 - 5 - 2 - 10 E 2; Constantin. 7 - 1 - 5 - 2 - 10 NE 2; Soukhoum. 755 - 1 - 5 - 2 - 10 NE 2; Khar'kov. 756 - 1 - 5 - 2 - 10 N 1; Stavropol. 713 - 1 - 5 - 2 - 10 N 6; Novoross. 761 - 1 - 5 - 2 - 10 NE 6; Soukhoum. 755 - 1 - 5 - 2 - 10 NE 2; Tiflis. 732 - 1 - 5 - 2 - 10 N 0; Bakou. 768 - 1 - 5 - 2 - 10 S 2; Goudaou. 584 - 1 - 5 - 2 - 10 N 6; Vladikav. 703 - 1 - 5 - 2 - 10 N 3; Cracovie. 750 - 1 - 5 - 2 - 10 NE 0.

* Pluie. * Gelée blanche. * Nuit et matin pluie. * Hier chasse-neige.

Du 16 (28) janvier.

Arkhangel. 765 - 1 - 11 - 8 - 93; 10 S 1; Uleaborg. 763 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SO 1; Nicolaïst. 766 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SO 1; Krasnoy. 757 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 S 2; Tamerfors. 760 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 S 2; Helsingf. 770 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 O 1; Petersb. 772 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SO 1; Réval. 771 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SO 1; Dorpat. 763 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 O 1; Windau. 774 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SE 3; Vilna. 766 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 1; Varsovie. 761 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 E 2; Kiew. 768 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 2; Odessa. 764 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 NE 6; Nicolaïev. 763 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 NE 6; Sébastopol. 762 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 NE 2; Khar'kov. 758 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 O 1; Moscou. 761 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 2; Kazan. 763 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 1; Catherineb. 748 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 E 2; Orenbourg. 757 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 O 1; Riga. 773 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SE 2; Stavropol. 712 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 E 1; Novoross. 760 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 NE 2; Soukhoum. 758 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 NE 2; Tiflis. 728 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 0; Bakou. 763 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 O 2; Goudaou. 580 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 2; Vladikav. 702 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 S 2; Barnaul. 757 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 SO 6; Nicolaïev. 761 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 6; Cracovie. 749 - 1 - 8 - 4 - 95; 10 N 6.

* Neige. * Matin neige. * Nuit neige. * Hier aurore boréale. * Neige. * Hier neige. * Neige. * Idem. * Gelée blanche, hier et matin neige. * Brouillard, nuit neige. * Gelée blanche. * Brouillard. * Idem.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Un centre de haute pression se trouve sur les provinces occidentales de la Russie; au Nord et au Sud le baromètre a baissé de quelques millimètres. Sur les côtes de la Baltique se sont établis des vents faibles ou modérés de Sud-Ouest; en Finlande la température s'est beaucoup adoucie. Au Sud-Ouest de l'Empire le temps devient plus froid. À l'Orient et en Finlande il neige.

Hier soir on a observé à Dorpat une aurore boréale; à Pétersbourg le magnétisme magnétique enregistré en même temps des perturbations magnétiques.

AVIS.

Le Comptoir des théâtres impériaux de St-Petersbourg procédera le 20 et le 23 janvier au concours de soumission pour le fermage pendant la durée de cinq ans du droit de publication des affiches de théâtre et des annonces de spectacles publics, réjouissances, etc. Ceux qui désireront prendre part au concours sont invités à comparaître les jours susdits à une heure du matin au Comptoir des théâtres, dans lequel à partir du 8 de ce mois on peut tous les jours prendre connaissance des conditions du marché. Les concurrents sont tenus de présenter en même temps que les soumissions: a. Une garantie d'au moins 15,000 r. en argent ou en billets des institutions de crédit conformément au prix fixé pour ces papiers par le ministère des finances. b. Un brevet d'imprimeur, et c. Une patente de commerce. Ceux qui ne veulent point prendre part aux enchères verbales ont le droit

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HOBE,